

BARBARA BUI



SOMMAIRE

Introduction	Commentaires des données chiffrées du semestre.....	3
Partie 1	Comptes consolidés résumés.....	4
Partie 2	Principes comptables.....	8
Partie 3	Notes annexes.....	13
Partie 4	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013).....	22
Partie 5	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel	23

COMMENTAIRES DES DONNEES CHIFFRES DU SEMESTRE

En millions d'euros	S1 2013	S1 2012	Var. %
Chiffre d'affaires	14,8	15,8	-7%
Total consolidé dont :			
- Activité Boutiques (retail)	7,4	7,5	-1%
- Activité Diffusion(wholesale)	7,4	8,3	-12%

BONNE DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE RETAIL AU 2ND TRIMESTRE.

Le groupe BARBARA BUI a réalisé pour le 1er semestre 2013 un chiffre d'affaires de 14,8 M€, en repli de 7% par rapport à la même période de l'exercice précédent (-8% à périmètre constant).

L'activité Retail (Boutiques) s'est nettement améliorée sur le second trimestre avec un chiffre d'affaires qui atteint 3,7 M€ en progression de 8% (+5% à périmètre constant). Les performances de ce deuxième trimestre ont pratiquement compensé la baisse exceptionnelle enregistrée en début d'année suite à un environnement très défavorable au secteur tant sur le plan économique que climatique. Le chiffre d'affaires de l'activité Retail au 1^{er} semestre 2013 s'élève donc à 7,4 M€, en retrait limité de 1%.

L'activité Wholesale (Diffusion) enregistre un chiffre d'affaires de 7,4 M€, en baisse de 12%.

Le recul de l'activité au 2nd trimestre est exclusivement lié à un décalage des premières livraisons de la saison Automne-Hiver 2013 sur le 3^{ème} trimestre. En effet, en 2012, les ventes de la saison Automne-Hiver avaient débuté plus tôt et au 30 juin, la facturation s'élevait à 2,3 M€ contre 1,0 M€ cette année.

En revanche, la bonne dynamique des dernières facturations de la saison Printemps-Eté 2013 (+0,3 M€ au 2nd trimestre 2013, soit 100%), permet d'atteindre le niveau de croissance attendu (+4%).

UN RESULTAT IMPACTE PAR UN DECALAGE DE FACTURATION

La baisse d'activité constatée au premier semestre liée principalement au décalage des facturations de l'activité Wholesale (Diffusion) a entraîné une baisse de la marge brute de 1,1 M€.

L'ensemble des charges opérationnelles ont été parfaitement contrôlées, les économies réalisées sur les charges administratives ont ainsi permis de compenser l'augmentation des frais de commercialisation liée à l'ouverture de la boutique de South Coast Plaza.

Le résultat opérationnel ressort ainsi à -1 657 K€ contre -589 K€ au 30 juin 2012 et entraîne le recul du résultat net du groupe Barbara Bui, en pertes de -1 678 K€ au 30 juin 2013.

UNE VARIATION DE TRESORERIE POSITIVE AU PREMIER SEMESTRE.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, la plus grande attention a été portée sur le contrôle de l'évolution du besoin en fonds de roulement et des investissements. Ces derniers étant principalement constitués par le solde des travaux de la boutique de South Coast Plaza ouverte fin 2012. Le niveau de trésorerie du Groupe a pu ainsi rester stable, en dépit du résultat négatif enregistré.

CESSION D'UNE BOUTIQUE A MILAN

Le 18 juillet 2013, le groupe BARBARA BUI a cédé le bail de sa boutique de la via Sant'Andréa à Milan, pour un montant de 2 850 K€ HT. Grâce à cette cession, le Groupe réalise au 2nd semestre 2013 une plus-value de 2 042 K€ avant impôts et améliore très significativement sa situation de trésorerie.

Cette boutique de 45 m² ne présentait que les collections accessoires, hors le Groupe souhaite proposer à ses clientes, au sein d'un même espace, le prêt-à-porter et les accessoires afin que « l'expérience Barbara Bui » soit vécue dans son ensemble. Ce choix est la suite logique d'un processus déjà enclenché cette année avec la transformation de la boutique accessoires Barbara Bui de la rue de Grenelle en une boutique multimarque Kabuki.

STRATEGIE ET PERSPECTIVES.

Le décalage de facturation constaté au 2nd trimestre 2013 n'affecte en rien la bonne orientation du carnet de commandes de la collection Automne-Hiver 2013. Ce dernier, contribuant majoritairement au chiffre d'affaires du 2nd semestre, reste en progression de 11% renouant ainsi avec une croissance à deux chiffres.

Après une stratégie d'investissement axée sur l'ouverture de Flagships, le Groupe Barbara Bui s'oriente désormais vers une déclinaison de son concept axé sur la rentabilité, illustré par l'ouverture d'une boutique dans le shopping mall de South Coast Plaza (Californie) en novembre 2012. Dans le cadre de cette réorientation, les boutiques parisiennes de la rue des Saints-Pères et de la rue des Francs-Bourgeois ont été rénovées durant le mois d'août 2013 afin d'adopter le même concept architectural que leur consœur californienne.

1 COMPTES CONSOLIDES RESUMES

1.1 Bilan consolidé au 30 juin 2013

Actif en milliers d'euros	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Ecart d'acquisition	1			
Immobilisations incorporelles	1	2 073	2 110	2 092
Immobilisations corporelles	1	4 070	4 403	4 253
Immobilisations financières	1	1 094	1 096	1 084
Impôts différés	2	1 185	1 042	1 194
Autres actifs non courants				
Actifs non courants		8 422	8 651	8 622
Stocks	3	7 876	7 839	7 260
Clients et comptes rattachés	4	2 573	3 309	3 487
Créances d'impôts courants	9	510	624	494
Autres créances	5	852	924	829
Autres actifs courants	5		92	92
Trésorerie et équivalents de trésorerie		558	2 117	859
Actifs courants		12 369	14 906	13 021
Total de l'actif		20 790	23 557	21 643

Passif en milliers d'euros	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Capital		1 079	1 079	1 079
Primes		4 648	4 648	4 648
Réserves consolidées		2 635	4 337	4 323
Ecart de conversion		193	168	206
Résultat		-1 678	-563	-1 683
Capitaux propres part du groupe	10	6 877	9 669	8 574
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres		6 877	9 669	8 574
Provisions pour pensions et retraites	6	162	127	155
Provisions pour risques et charges	6			
Dettes financières	7	2 215	2 129	2 348
Passifs d'impôts différés	2	29	155	130
Autres passifs non courants				
Passifs non courants		2 407	2 411	2 633
Dettes financières (part à -1 an)	7	1 348	638	1 779
Provisions pour risques et charges (part à -1 an)	6	367	579	328
Fournisseurs et comptes rattachés	8	6 752	7 323	5 685
Dettes d'impôts courants	9	141	327	440
Autres dettes	8	2 899	2 610	2 205
Autres passifs courants				
Passifs courants		11 507	11 477	10 436
Total du passif		20 790	23 557	21 643

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2013

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Produits des activités ordinaires	16	14 803	15 835	31 794
Coût des ventes		-6 589	-6 528	-13 404
Marge brute		8 214	9 306	18 390
Frais de commercialisation		-8 651	-8 430	-17 019
Charges administratives		-1 313	-1 554	-2 615
Autres produits et charges opérationnels courants	11	93	88	-21
Résultat opérationnel courant		-1 657	-589	-1 265
Autres produits et charges opérationnels	12			-271
Résultat opérationnel		-1 657	-589	-1 536
Résultat financier net	13	-40	45	-267
Charges d'impôts	14	19	-19	120
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-1 678	-563	-1 683
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat Net - part du groupe		-1 678	-563	-1 683
Résultat net par action		-2,49	-0,83	-2,49
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650
Résultat dilué par action		-2,49	-0,83	-2,49
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650

1.3 Etat du Résultat Global

Etat du résultat global (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Résultat Net	17	-1 678	-563	-1 683
Variations relatives aux :				
Ecarts de conversion		25	-13	25
Impôts sur les éléments du résultat global				
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises associées				
Résultat Global Total		-1 653	-576	-1 658

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2013

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Résultat net des sociétés intégrées		-1 678	-563	-1 683
Amortissements et provisions hors actif circulant		499	425	640
Variation des impôts différés		-94	-44	-220
Plus et moins values de cession		30	-1	95
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-1 243	-183	-1 168
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation des stocks et en-cours	3	-616	-1 153	-573
Variation des clients et comptes rattachés	4	914	1 284	1 106
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	8	1 067	153	-1 486
Variation des autres créances et dettes		449	48	-19
Variation du besoin en fonds de roulement		1 814	331	-972
Flux net de trésorerie généré par l'activité		571	148	-2 140
Acquisitions d'immobilisations	1	-290	-232	-660
Cessions d'immobilisations				
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-290	-232	-660
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Incidences des acquisitions et cessions de titres Barbara Bui		-6	8	-5
Augmentations de capital en numéraire				
Emissions d'emprunts	7	139	11	534
Remboursements d'emprunts	7	-349	-310	-621
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-215	-290	-92
Incidence de la variation de cours des devises		-14	-50	62
Variation de trésorerie		52	-423	-2 830
Trésorerie d'ouverture		-296	2 534	2 534
Trésorerie de clôture		-244	2 111	-296
Dont valeurs mobilières de placement		52	52	52
Dont disponibilités		506	2 065	807
Dont découverts bancaires		-800	-5	-1 155

1.5 Variation des capitaux propres 30 juin 2013

Variation des Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2011	1 079	4 648	4 032	182	296	10 237		10 237
Affectation Résultat 2011			296		-296			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			-5			-5		-5
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				25		25		25
Dividendes distribués								
Résultat consolidé exercice 2012					-1 683	-1 683		-1 683
Capitaux propres au 31 décembre 2012	1 079	4 648	4 323	206	-1 683	8 574		8 574
Affectation Résultat 2012			-1 683		1 683			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			-6			-6		-6
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				-14		-14		-14
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 1 ^{er} semestre 2013					-1 678	-1 678		-1 678
Capitaux propres au 30 juin 2013	1 079	4 648	2 635	193	-1 678	6 877		6 877

2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Cadre général

Les comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 septembre 2013. Ils sont établis en conformité avec la norme IAS 34 et les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2013. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Les comptes consolidés résumés sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, et incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Ainsi, les comptes du premier semestre 2013 ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks, les créances clients et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations qui ont été établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, mais qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

La prise en compte des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013 n'a pas eu d'incidence sur les comptes établis au 30 juin 2013 :

- Amendement d'IAS 19 : relative aux avantages aux personnels ;
- IAS 1 : Gains et pertes enregistrés en capitaux propres ;
- IFRS 13 : Règles de détermination de la juste valeur ;

Ces textes n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés du groupe.

2.2 Faits caractéristiques

Le 1^{er} semestre 2013, a été marqué par un décalage sur le 3^{ème} trimestre des premières livraisons de la saison Automne-Hiver 2013 de l'activité Wholesale (Diffusion).

De plus, un environnement très défavorable au secteur tant sur le plan économique que climatique a impacté significativement les ventes de l'activité retail (Boutiques) au premier trimestre.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, la plus grande attention a été portée sur le contrôle de l'évolution du besoin en fonds de roulement et des investissements, ces derniers étant principalement constitués par le solde des travaux de la boutique de South Coast Plaza ouverte fin 2012. Le niveau de trésorerie du groupe a pu ainsi rester stable, en dépit du résultat négatif enregistré.

Face à cette situation, en complément des autorisations bancaires existantes et en cours de renégociation, les dirigeants fondateurs ont apporté leur soutien à l'entreprise notamment au travers de leurs comptes courants d'actionnaires et ont décidé de céder la boutique de la Via Sant'Andréa à Milan.

Dans le cadre d'un litige opposant la société à l'un de ses bailleurs, portant notamment sur la date de démarrage du bail et bien que la société ait décidé de faire appel de la décision rendue en première instance, la provision de 271 K€ comptabilisée sur l'exercice 2012, a été maintenue au bilan du 30 juin 2013.

2.3 Evénements postérieurs à la clôture

Le 18 juillet 2013, le groupe Barbara Bui a cédé le bail de sa boutique Via Sant'Andrea à Milan, pour un montant de 2 850 K€ HT.

Grace à cette cession, le Groupe réalise une plus-value de 2 042 K€ avant impôts et améliore très significativement sa situation de trésorerie.

2.4 Principes comptables et méthodes de consolidation

Périmètre de consolidation

La consolidation porte ainsi sur les sociétés du groupe Barbara Bui indiquées dans le tableau ci-après.

Société	Ville	Pays	% de contrôle (*)	Méthode de conso. (**)
Société mère				
Barbara Bui SA	Paris	France		IG
Filiales				
Alain Tondowski Sarl	Paris	France	55 D	IG
Barbara Bui Srl	Milan	Italie	99,9 D	IG
BBK Holding	New York	Etats-Unis	100 D	IG
BBK Distribution	New York	Etats-Unis	100 I	IG
Kabuki Inc.	New York	Etats-Unis	100 I	IG
BBRD Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG
BBSCP Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG

(*) D = direct - I = indirect

(**) Intégration globale

Méthodes de consolidation

La consolidation réalisée selon la méthode de l'intégration globale a été effectuée sur la base des situations sociales arrêtées par chaque société au 30 juin 2013.

Toutes les opérations inter-sociétés ont été éliminées.

Intérêts minoritaires

La quote-part des minoritaires négatifs dans les capitaux propres de la filiale Alain Tondowski Sarl a été prise en charge par le groupe.

2.5 Principes comptables du bilan

Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

Écarts d'acquisition (IAS 36 et IFRS 3)

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport aux justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition. Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les logiciels et les droits aux baux.

- Les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée comprise entre 3 et 5 ans.
- Les droits aux baux représentent la partie la plus importante des immobilisations incorporelles du groupe. Sans marché actif, et à durée indéterminée, les droits aux baux restent par conséquent des immobilisations incorporelles non amortissables, mais soumis aux tests de dépréciation de l'unité de trésorerie à laquelle ils sont rattachés.
- Ces tests sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre dans le cadre de l'élaboration du plan à trois ans. En conséquence, ils ne seront réalisés, lors de l'arrêté intermédiaire, qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans le patrimoine à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, des pertes de valeur. Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations corporelles. En effet, la plupart des actifs correspondant principalement aux agencements de magasins sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel et outillage 5 ans ;
- Agencements gros œuvres 10 ans ;
- Aménagements 3 à 7 ans ;
- Matériel de transport 4 ans ;
- Mat. et mobilier de bureau 4 ans ;
- Matériel informatique 3 ans.

Lorsque les actifs sont vendus ou cédés, l'écart entre le produit net et la valeur nette comptable des actifs est enregistré respectivement comme un produit ou une charge dans les autres produits et charges opérationnels.

Contrats de location - financement et locations simples (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location – financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisés à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). A la signature du contrat de location – financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dépréciation des actifs (IAS 36)

Comme pour les immobilisations incorporelles (droits aux baux) le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Ce test de valeur est réalisé dès que ces immobilisations incorporelles génèrent des pertes d'exploitation du fait d'éléments internes ou d'événements externes, et qu'il n'est pas envisagé, dans le cadre du budget annuel ou du plan d'affaires qui leur est associé, un redressement significatif.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Stocks et en cours (IAS 2)

Les stocks sont évalués au plus faible soit du coût, soit de la valeur nette de réalisation.

Le coût des achats des matières premières, fournitures et produits finis achetés comprend le prix d'achat et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût des travaux en cours et des produits finis manufacturés comprend les charges de main d'œuvre directe, les fournitures ainsi que les autres coûts directement liés notamment les frais d'approche.

Les frais financiers ne sont pas intégrés dans le coût.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks sont dépréciés à leur valeur nette de réalisation dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts.

La dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non recouvrement total ou partiel de la créance.

Disponibilités (IAS 7 et 39)

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement répondant aux critères suivants (AFG-AFTE 8 mars 2006) :

- placements à court terme ;
- très liquides ;
- facilement convertibles en un montant connu de trésorerie ;
- soumis à un niveau négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières ne répondant pas à ces critères sont reclassées en autres actifs non courants.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat financier.

Avantages au personnel (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière. Ces engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan.

Actifs et passifs financiers (IAS 32 et 39)

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies dans les normes IAS 32 et IAS 39. La variation de juste valeur des actifs financiers courants est comptabilisée en résultat.

Actions Barbara Bui auto détenues

Les actions Barbara Bui détenues par le groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention. Les résultats de cessions sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Provisions pour risques et charges (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.6 Principes comptables du compte de résultat

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

Frais de publicité et de promotion (amendement IAS38)

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espace média, les frais de salon et de présentation des collections, la fabrication des catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des produits du groupe.

Ces frais sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de leur réalisation s'il s'agit de services.

Autres produits et charges

Les autres produits et charges :

- qui relèvent des activités ordinaires de l'entreprise sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels courants,
- qui ne relèvent pas de l'activité courante sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les différences temporaires entre résultats fiscaux et sociaux donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Le taux retenu pour leur évaluation correspond au taux applicable au mode de réalisation le plus probable de la différence temporaire. Les actifs et les passifs d'impôts différés quelle que soit leur échéance sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale. La part des impôts différés actifs, dont la récupération ne semble pas pouvoir intervenir à moyen terme n'est pas comptabilisée à l'actif du bilan. En revanche leurs montants sont indiqués pour information en annexe.

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe divisé par le nombre total d'actions.

Le résultat dilué par action est identique au résultat par action. Aucun instrument dilutif n'existe dans le groupe.

2.7 Autres principes comptables

Conversion des éléments en devises (IAS 21)

Conversion des comptes des sociétés intégrées

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro, les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euro :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en écarts de conversion.

Autres éléments en devises

Les produits et charges en devises sont convertis au cours moyen mensuel. En fin d'exercice, les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le groupe Barbara Bui compte 2 secteurs opérationnels, l'activité Boutiques d'une part et l'activité Diffusion d'autre part, qui se distinguent par des coefficients de marge, des montants d'investissement, des charges opérationnelles et des risques clients structurellement différents. Ils correspondent aux 2 axes selon lesquels sont organisés le reporting interne et la gestion du groupe.

L'activité Boutiques bénéficie de taux de marge brute importants liés à un chiffre d'affaires détail, mais nécessite des investissements corporels et incorporels élevés ainsi que de lourdes charges opérationnelles (loyers et frais de personnels).

L'activité Diffusion génère des marges brutes plus faibles mais nécessite des investissements et des charges opérationnelles plus limités.

Les performances de chacun de ces secteurs sont régulièrement analysées par le P.D.G., principal décideur opérationnel, qui peut alors allouer les ressources nécessaires.

Ces secteurs opérationnels restent issus d'un même métier et sont concentrés au sein d'une même entité juridique, ce qui entraîne nécessairement la mise en commun d'éléments d'actif, de passif et de charges. Aussi par référence à la norme, conduisant à éliminer toute clé de répartition arbitraire dans le but de communiquer une information pertinente, les éléments communs qui ne peuvent être affectés figurent :

- en charges non affectées,
- en actifs ou passifs non affectés.

3 NOTES ANNEXES

Note 1. Immobilisations

Immobilisations	Ecart d'acquisition	Immobilisations incorporelles			Immobilisations Corporelles	Immobilisations financières
		Droits aux baux	Logiciels	Total		
Au 31/12/2012						
Valeur brute	50	2 104	237	2 341	11 061	1 084
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-97	-249	-6 808	
Valeur nette		1 952	139	2 092	4 253	1 084
Variation						
Acquisition			4	4	276	10
Cessions et reprises					-30	
Cessions					-100	
Reprises					70	
Amortissements et dépréciations			-23	-23	-429	
Valeur nette au 1er semestre 2013		1 952	120	2 073	4 070	1 094
Au 30/06/2013						
Valeur brute	50	2 104	241	2 346	11 237	1 094
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-121	-273	-7 167	
Valeur nette		1 952	120	2 073	4 070	1 094

L'écart d'acquisition se compose conformément aux principes IFRS de l'écart de première consolidation constaté lors de l'acquisition de la filiale Alain Tondowski Sarl (20 K€) auquel s'ajoute le coût d'acquisition de la marque Alain Tondowski Sarl (30 K€). Les faibles perspectives liées à cette activité ont entraîné une dépréciation totale de cet actif.

Les droits aux baux inscrits au bilan pour 2 104 K€ correspondent aux locaux ayant fait l'objet par le passé d'un rachat de pas de porte, à savoir :

- 5 boutiques à Paris (rue Etienne Marcel et rue de Grenelle),
- 2 boutiques à Milan (Via Manzoni, via Sant'Andrea),
- le centre administratif et show room 32 rue des Francs Bourgeois.

Les autres baux, dont le groupe est également propriétaire, ont été négociés sans rachat de pas de porte, à savoir :

- 4 boutiques à Paris, dont la boutique de la rue du Faubourg St Honoré ouverte en septembre 2008. Les autres se situent Avenue Montaigne, rue des St Pères, rue des Francs Bourgeois.
- 1 boutique à New York - USA (Soho)
- 2 boutiques en Californie - USA (Rodeo Drive et South Coast Plaza).

En ce qui concerne la boutique située rue de Grenelle (Paris), les perspectives et les conditions de marché actuelles ont conduit à maintenir la dépréciation constatée depuis le 31 décembre 2008 (152 K€) qui valorise le bail à 300 K€ à l'actif du bilan.

Les immobilisations financières sont principalement constituées par les loyers d'avance versés en garanties au titre de l'ensemble des locaux loués par le groupe.

Note 2. Impôts différés

(en milliers d'euros)	au 31/12/12	Variations de l'exercice	au 30/06/2013
Barbara Bui SA	659	110	769
Kabubi Inc. Alain	381	-161	220
Tondowski Sarl			
BBK Holding	2	-0	1
BBK	99	0	99
Distribution			
BBSCP	12	6	16
BBRD	42	38	80
BB Italie Srl	-130	101	-29
Total général	1 063	94	1 156
Impôts différés actifs	1 194		1 185
Impôts différés passifs	130		29

Complément d'information sur les impôts différés actifs

102 K€ concernant la société Alain Tondowski Sarl n'ont pas été enregistrés, faute de perspectives de récupération suffisantes.

La cession du droit au bail d'une des 2 boutiques la société Barbara Bui Italie Srl, en juillet 2013, a permis la comptabilisation de 102 K€ d'impôts différés actifs.

Note 3. Stocks

(en milliers d'euros)	Matières 1 ^{ères} et fournitures	Produits finis	March- andises	Total
Au 31/12/2012				
Valeur brute	1 270	6 498	1 082	8 850
Dépréciations	-354	-1 116	-120	-1 591
Valeur nette	916	5 383	962	7 260
Variation				
Variation des stocks	591	-228	-62	302
Variation des dépréciations	189	139	-14	314
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2013	1 697	5 294	886	7 876
Au 30/06/2013				
Valeur brute	1 862	6 270	1 020	9 152
Dépréciations	-165	-977	-134	-1 276
Valeur nette	1 697	5 294	886	7 876

Note 4. Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	
Au 31/12/2012	
Valeur brute	4 351
Dépréciations	-865
Valeur nette	3 487
Variation	
Variation des comptes clients	-914
Variation des dépréciations	0
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2013	2 573
Au 30/06/2013	
Valeur brute	3 437
Dépréciations	-864
Valeur nette	2 573

Compte tenu des délais de règlement, la valeur comptable reflète de façon fiable la juste valeur des créances comptabilisées à l'actif.

Tous les clients qui n'avaient pas soldé leurs créances correspondant à la saison A/H 2012 ont été provisionnés au 30/06/2013. Par ailleurs, une analyse au cas par cas des créances clients est réalisée pour évaluer le risque de non recouvrement.

Note 5. Autres créances et actifs courants

Autres créances	Avances fournisseurs	Avances au personnel	Produits à recevoir	Charges constatées d'avance	Débiteurs divers	Total autres créances	Autres actifs courants
Au 31/12/2012							
Valeur brute	50	16	26	733	5	829	92
Dépréciations							
Valeur nette	50	16	26	733	5	829	92
Variation							
Variations	60	-6	-26	-6	1	23	-92
Dépréciations							
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2013	110	10		727	6	852	
Au 30/06/2013							
Valeur brute	110	10		727	6	852	
Dépréciations							
Valeur nette	110	10		727	6	852	

Les autres actifs courants de 92 K€ qui correspondaient à une somme versée en garantie, dans le cadre d'un litige,

ont été intégralement récupérés au premier trimestre 2013.

Note 6. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges en milliers d'euros	31/12/2012	Dotation de l'exercice	Utilisation	Reprise de l'exercice	30/06/2013	Part à - 1 an	Part à + 1 an
Engagement retraite	91	1			92		92
Départ personnel BB Italie	64	6			70		70
Litiges	328	46		7	367	367	-
Impôts							
Provisions pour risques et charges	328	46	-	7	367	367	-
Résultat opérationnel courant		46	-	7			-
Autres produits et charges opérationnels		-	-	-			
Charges d'impôts							

Provisions pour engagement de retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables de ce calcul sont les suivantes :

- âge de départ en retraite : 65 ans,
- table de mortalité hommes TD80/90 et femmes TV80/90,
- taux de turnover : - 35 ans = 20%, de 35 à 55 ans = 8%, + 55 ans = 0%,
- taux d'actualisation : 3,5%,

- Revalorisation annuelle des salaires : 2%

Engagement de retraite pour les dirigeants

Néant.

Litiges

Au 30 juin 2013, une provision exceptionnelle de 271 K€ a été maintenue pour tenir compte de la réévaluation d'un risque non récurrent en marge des activités courantes.

Impôts

Néant.

Note 7. Dettes financières

Emprunts et dettes Financières en milliers d'euros	31/12/2012	Nouveaux emprunts	Remboursements	30/06/2013	A - 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts à taux variable	-					
Emprunts à taux fixe	2 886		343	2 543	531	2 012
Locations financement	15		5	10	10	-
Comptes courants d'associés	63	139		203		203
Intérêts à payer	8		1	7	7	
Total emprunts	2 972	139	349	2 762	547	2 215
Dividendes à payer						
Concours bancaires courants	1 155		355	800	800	
Total dettes financières	4 127	139	703	3 563	1 348	2 215

La société mère Barbara Bui SA est la seule société du groupe à avoir souscrit des emprunts moyen terme auprès d'établissements de crédit, la seule devise utilisée étant l'euro. Il n'existe aucun emprunt en devise.

Ces emprunts ne comportent aucune clause de remboursement anticipé.

Les garanties afférentes à ces emprunts sont principalement de type nantissement de droit au bail. Seul l'emprunt relatif à l'acquisition du site logistique de Domont est garanti par un privilège de prêteur de deniers. Les comptes courants d'associés ne sont pas productifs d'intérêts.

Note 8. Fournisseurs et autres dettes

Fournisseurs et autres dettes	avances et acomptes clients	salaires et dettes sociales	autres dettes	Total autres dettes	fournisseurs
Au 31/12/2012					
Valeur brute	1 046	937	222	2 205	5 685
Dépréciations					
Valeur nette	1 046	937	222	2 205	5 685
Variation					
Variations	755	87	-147	695	1 067
Dépréciations					
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2013	1 801	1 024	75	2 899	6 752
Au 30/06/2013					
Valeur brute	1 801	1 024	75	2 899	6 752
Dépréciations					
Valeur nette	1 801	1 024	75	2 899	6 752

Les avances clients correspondent à des acomptes versés sur les commandes de la saison Hiver 2013.

Les salaires et dettes sociales correspondent aux échéances du mois de juin 2013 réglées en juillet 2013. Les autres dettes correspondent principalement aux charges à payer.

Note 9. Créances et dettes d'impôts courants

	Actif			Passif		
	Créances d'impôts sociétés	Créances Fiscales hors IS	Total	Dettes d'impôts sociétés	Dettes fiscales hors IS	Total
Impôts courants						
Au 31/12/2012						
Valeur brute	74	420	494		440	440
Dépréciations						
Valeur nette	74	420	494		440	440
Variation						
Variations	-25	41	16		-299	-299
Dépréciations						
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2013	48	462	510		141	141
Au 30/06/2013						
Valeur brute	48	462	510		141	141
Dépréciations						
Valeur nette	48	462	510		141	141

Note 10. Capitaux propres

Au 30 juin 2013, le capital est constitué de 674 650 actions (674 650 actions aux 31 décembre 2012 et 2011), entièrement libérées, au nominal de 1,60 euros.

441 208 actions bénéficiaient au 31 décembre 2012 d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de quatre ans.

Au 30 juin 2013, la valeur brute des actions Barbara Bui détenues dans le cadre du contrat de liquidité s'élevait à

27 K€ et le retraitement des plus ou moins-values sur les cessions effectuées sur l'exercice ont un impact non significatif sur les capitaux propres.

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto détenues. La société ne versera pas de dividende en 2013 au titre de l'exercice 2012.

Note 11. Autres produits et charges opérationnels courants

Autres produits et charges d'exploitation (en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Royalties et autres redevances			
Crédit d'impôt compétitivité emploi	44		
Pertes et gains sur cessions d'actif	-30	1	-92
Pertes et gains sur créances	-17	26	-38
litiges, procès et autres produits et charges	74	37	35
Remboursements sinistres et transfert de charges	24	29	67
Divers	-1	-5	6
Autres produits et charges d'exploitation	93	88	-21

Note 12. Autres produits et charges opérationnels

Autres produits et charges opérationnels (en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Dotations et reprises de provisions pour risque IS			
Dotations et reprises en marge des activités courantes			-271
Impact des contrôles fiscaux			
Litiges et procès en marge des activités courantes			
Pertes et Gains sur cessions d'actif hors exploitation			
Autres produits et charges opérationnels			-271

La dotation exceptionnelle de 271 K€ enregistrée en 2012 a été maintenue pour tenir compte de la réévaluation d'un risque non récurrent en marge des activités courantes.

Note 13. Résultat financier net

Résultat financier net en milliers d'euros	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Produits de placement	0	0	0
Intérêts d'emprunts	-82	-59	-155
Coût de la dette financière nette	-82	-59	-155
Escomptes accordés	0	1	3
Autres	-5	-3	-23
Autres produits et charges financiers	-4	-3	-20
Différences de change	35	106	-91
Résultat financier net	-51	45	-267

Note 14. Charges d'impôts

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Impôts exigibles		36	70
Impôts différés	87	32	232
Autres Impôts (CVAE...)	-69	-87	-183
Total	19	-19	120

Note 15. Secteurs opérationnels

En ce qui concerne les actifs et passifs non affectés par secteur d'activité, il convient de se reporter aux remarques formulées dans les principes comptables au paragraphe secteurs opérationnels (IFRS 8).

Résultats sectoriels par activité

	30 juin 2013			30 juin 2012			31 décembre 2012		
	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total
Produits sectoriels	7 475	7 327	14 803	7 504	8 331	15 835	13 961	17 833	31 794
Résultat sectoriel	-625	170	-455	-55	1 017	962	-956	2 297	1 341
Charges non affectées			-1 203			-1 553			-2 606
Résultat opérationnel courant			-1 658			-589			-1 265
Autres produits et charges opérationnels									-271
Résultat opérationnel			-1 658			-589			-1 536
Résultat financier net			-40			45			-267
Charges d'impôts			20			-19			120
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			-1 678			-563			-1 683
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat Net			-1 678			-563			-1 683

Note 16. Produits des activités ordinaires par zone géographique

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	%	30 juin 2012	%	31 décembre 2012	%
France	7 765	52%	8 555	54%	16 810	53%
Europe hors France	1 498	10%	1 964	12%	3 452	11%
USA / Canada	1 971	13%	1 540	10%	3 045	10%
Pays de l'Est	2 121	14%	2 244	14%	5 193	16%
Asie / Pacifique	401	3%	576	4%	1 380	4%
Afrique / Moyen-Orient	1 019	7%	935	6%	1 875	6%
Autres	29	0%	21	0%	38	0%
Total	14 803	100%	15 835	100%	31 794	100%

Note 17. Etat du résultat global

A l'exception des résultats sur cessions de titres Barbara Bui qui ne font pas partie des éléments à présenter dans l'état du résultat global, aucun autre retraitement, à l'exception de l'impact de la variation des écarts de conversion, n'est affecté directement en capitaux propres.

Note 19. Effectifs et salaires

Effectif moyen	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Barbara Bui SA	111	131	122
Filiales	22	17	22
Total	133	148	144

Salaires et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Barbara Bui SA	3 440	3 653	7 198
Dont réserve spéciale de participation			
Filiales	576	367	789
Total	4 016	4 020	7 987

Le résultat de l'exercice 2012 de la société Barbara Bui SA n'a pas permis d'affecter un montant à la réserve spéciale de participation, en application des dispositions légales.

Note 20. Rémunération du comité de direction

Le comité de direction du groupe Barbara Bui est composé de 8 membres assurant les fonctions de direction générale, direction artistique, direction administrative et financière, direction de production, direction commerciale (wholesale et retail) et direction de la communication.

Rémunérations brutes (en euros)	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012	Exercice 2012
	458 288	446 458	919 825

Note 21. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En euros	1 ^{er} semestre 2013		1 ^{er} semestre 2012		Exercice 2012	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Monsieur William Halimi Président directeur général						
Rémunération fixe	78 600	78 600	78 600	78 600	157 200	157 200
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	11 400	11 400	11 400	11 400	22 800	11 400
Avantages en nature véhicule	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	90 000	90 000	90 000	90 000	180 000	180 000

En euros	1 ^{er} semestre 2013		1 ^{er} semestre 2012		Exercice 2012	
	Dus	Versés	Dus	Versés	Dus	Versés
Madame Barbara Bui Directeur général délégué						
Rémunération fixe	72 600	72 600	72 600	72 600	145 200	145 200
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature vêtements	Néant	Néant	Néant	Néant	6 000	6 000
Total	72 600	72 600	72 600	72 600	151 200	151 200

Les dirigeants du groupe Barbara Bui n'ont reçu aucun jeton de présence au cours du 1^{er} semestre 2013.

Il n'existe pas de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions au sein du groupe Barbara Bui.

Il n'existe pas de plan d'actions de performance au sein du groupe Barbara Bui.

Note 22. Parties liées

Rémunération des mandataires

Administrateur concerné : Madame Barbara Bui.
Montant, nature et objet : conformément au conseil d'administration du 14 décembre 2006, Mme Barbara Bui a été nommée aux fonctions de Directeur général délégué. Sa rémunération globale brute au titre du 1^{er} semestre 2013 a été fixée par le conseil d'administration du 30 mars 2009, et s'est élevée à 72 600 euros bruts.

Administrateur concerné : Monsieur William Halimi.
Montant, nature et objet : conformément au conseil d'administration du 26 juin 2006 renouvelant le mandat de William HALIMI en qualité de Directeur général, à ce titre sa rémunération globale brute au titre du 1^{er} semestre 2013 a été fixée par le conseil du 30 mars 2009, comme suit : 90 000 euros bruts, dont avantages en nature 11 400 euros

Avantages en nature des mandataires

Administrateur concerné : Monsieur William Halimi.
Montant, nature et objet : le conseil d'administration du 15 avril 2004 a décidé qu'à compter du 1^{er} avril 2004 Monsieur William Halimi en sa qualité de Président directeur général disposera du droit d'utiliser à des fins personnelles une partie d'un appartement à usage d'habitation situé 74 avenue de Wagram à Paris, 75017. Ce droit d'utilisation porte sur une partie évaluée au tiers de la superficie de l'appartement et constitue un avantage en nature de 11 400 euros au titre du 1^{er} semestre 2013. Cet appartement est destiné à l'hébergement des visiteurs de marque de la société Barbara Bui SA.

Mandataires : Mise à disposition de locaux

Administrateur concerné : Madame Barbara Bui.
Montant, nature et objet : En accord avec la première résolution du conseil d'administration du 29 janvier 2010, madame Barbara Bui a mis à disposition à compter du 4 février 2010 une partie des locaux dont elle est devenue propriétaire Place de Vosges, 75003 Paris. En contrepartie de cette mise à disposition elle perçoit une redevance mensuelle de 2900 euros conformément au contrat de mise à disposition des locaux signé le 4 février 2010. Pour le 1^{er} semestre 2013, le montant des loyers s'est élevé à 17 400 euros.

Note 23. Risque de Marché

Risque actions

L'assemblée générale du 24 juin 2013 a décidé de renouveler la mise en œuvre du programme de rachat d'actions voté par l'Assemblée Générale du 25 juin 2012 pour une période de 18 mois.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 100 000 euros sont affectés au compte de liquidité depuis le 27 octobre 2007.

Les seules actions détenues par le Groupe sont des actions Barbara Bui détenues dans le cadre de ce contrat de liquidité. Au 30 juin 2013, le groupe détenait 962 actions valorisées à 27,75€ soit 27K€, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés. Au 31 décembre 2012, le groupe détenait 799 actions valorisées à 35,09€ soit 28K€ comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés.

Note 24. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas, à la connaissance du groupe, de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE (PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2013)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BARBARA BUI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits caractéristiques du semestre exposés dans la note 2.2. de l'annexe.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur Seine, le 17 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

FT AUDITS & ASSOCIES	DELOITTE & ASSOCIES
Patrick FRANCO	Laurent HALFON

5 DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 17 septembre 2013

William Halimi
Président Directeur Général